

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET : EXTINCTION ECLAIRAGE PUBLIC**

### Le Maire de la Commune de MIREVAL

**Vu** l'article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui charge le Maire de la police municipale ;

**Vu** l'article L2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques et notamment l'alinéa 1° dans sa partie relative à l'éclairage ;

**Vu** le Code Civil, le Code de la Route, le Code Rural, le Code de la Voirie Routière, le Code de l'Environnement ;

**Vu** la Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41 ;

**Vu** la délibération n°21/031 du Conseil Municipal du 13 Avril 2021 relative aux modifications des conditions de mise en service et de coupure de l'éclairage public ;

**Considérant** la nécessité :

- de lutter contre la pollution lumineuse, et ses nombreux impacts sur la biodiversité, le sommeil des habitants, la visibilité du ciel étoilé, en éclairant raisonnablement en fonction de nos besoins réels et en rétablissant pendant quelques heures un environnement nocturne,
- d'engager des actions volontaristes en faveur des économies d'énergie et de la maîtrise de la demande en électricité,

**Considérant** que, à certaines heures, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue ;

### ARRETE

**Article 1** : A compter du 03 Janvier 2022, l'éclairage public sera interrompu de minuit à 5 H, sur l'ensemble du territoire communal.

**Article 2** : Les périodes horaires d'extinction pourront être modifiées lors d'évènements particuliers, notamment à l'occasion de festivités. L'amplitude horaire d'extinction pourra également être adaptée pour tenir compte des exigences liées à la saisonnalité.

**Article 3** : Le Directeur Général des Services, le chef de la Police Municipale, le Responsable des Services Techniques sont chargé chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans le recueil des actes administratifs et dont une publicité des dispositions sera faite par voie de presse. Une copie est également adressée pour information et pour suite à donner à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault,
- Monsieur le Président du Conseil Général, Direction des Routes et des infrastructures,
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Sète Agglopôle Méditerranée,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve lès Maguelone,
- Monsieur le Président du S.D.I.S. 34,

Le Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mireval, le 03 Janvier 2022,

**Christophe DURAND**

Le Maire,



Affichage le 04/01/2022

